

auparavant, il faut que vous ayez votre bureau de poste; occupez-vous de votre bureau de poste et, après, on achètera le terrain.

On se promène ainsi de département en département. J'ai visité au moins 10 ministères, et je suis d'avis qu'avec les subdivisions actuelles et le fait d'avoir, comme le signalait tout à l'heure un député, deux ou trois fonctionnaires à la tête d'un département ou d'un ministère, on n'est jamais capable d'avoir une décision.

Le système est différent dans nos provinces. Par exemple, dans la province de Québec, là où on a dit que c'était mal organisé, il y a au moins un chef dans chaque ministère, il y a un ministre qui peut prendre une décision, qui peut dire: oui. Mais ici, quand on demande une chose à un ministère, on nous dit: ça ne relève pas de moi, mais ça relève du ministère du Travail; un autre nous dit que ça relève de la main-d'œuvre, ou un autre, du ministère des Postes. Et ce dernier nous dit que ça relève du ministère des Travaux publics.

J'ai été voir l'honorable ministre des Transports relativement à l'aéroport de Saint-Jean. Là on me dit: on va vous arranger ça, mais auparavant il vous faut l'approbation du ministère des Travaux publics, autrement je ne peux pas accomplir ce que vous me demandez. Je lui ai demandé: mais, allez-vous refaire les pistes d'envol quand même? Il m'a répondu: ce n'est pas à nous à faire ça, c'est au ministère des Travaux publics.

On s'est adressé à trois ministères. On s'est promené avec les échevins qui ont trouvé tout cela franchement ridicule. En effet, la situation qui nous est faite par le gouvernement actuel est ridicule. On veut avoir des réponses. On veut savoir de quoi ces choses-là retournent.

On se présente au ministère de l'Industrie pour discuter d'une question industrielle. On nous dit: quelle industrie voulez-vous? Après avoir exposé notre but, on nous dit: c'est l'affaire du ministère du Commerce. On se présente au ministère du Commerce et là on nous parle de subventions.

C'est tout ce que le monde dit, les députés ont fait le tour des ministères, on n'est jamais capable d'avoir une réponse qui a du bon sens. On nous fait tomber de Charybde en Scylla.

**M. Choquette:** Un régime comme l'Union nationale!

**M. Beaulieu:** Si on avait ça, le Canada s'en porterait mieux. Actuellement, je crois que le ministère de l'Industrie est aussi important, si on lui donne l'importance qu'il mérite, si on lui donne le budget qu'il mérite, si on donne à ce ministère le droit de prendre des décisions, il est aussi important,

dis-je, que les ministères du Travail et de la Main-d'œuvre.

On veut actuellement déplacer les ouvriers. Cela va créer un problème. Mais si on aide l'industrie, c'est l'industrie qui va donner de l'emploi. L'État peut donner de l'emploi, mais l'État ne donne que de l'emploi temporaire, comme les travaux de voirie, les travaux de construction de ponts, emplois qui ne sont pas une solution à un état de choses permanent.

L'industrie, c'est la base, c'est l'essentiel pour développer notre pays, pour créer une atmosphère où l'on pourra s'assurer que nos gens seront en mesure de gagner convenablement leur vie.

Je trouve que le budget coûte trop cher par rapport à ce qu'il a à faire, parce qu'en définitive vous avez 20 millions de dollars, et ces 20 millions, si vous regardez le budget, consistent entièrement en des octrois. Personne n'a besoin de travailler pour obtenir un octroi. On voit différents montants, mais quel est le critère sur lequel on se fonde pour payer ces gens-là pour la recherche?

C'est là, monsieur le président, la situation. Je crois que le gouvernement devrait repenser l'organisation de ces ministères, donner des responsabilités aux ministres, et composer des budgets qui soient convenables.

Je crois sincèrement que si l'on veut se donner la peine, non seulement dans la province de Québec, mais dans toutes les provinces du Canada, de l'Atlantique au Pacifique, il y a moyen de maintenir l'industrie qui est en place, de l'agrandir, de la moderniser et de la développer, et même de créer de nouvelles industries. Mais, il ne faut pas seulement se contenter de dire, comme on l'annonçait hier à la télévision: Un nouveau développement de 50 millions de dollars dans la province de Québec, tout près d'Ottawa. Et quelques minutes après, on demande: Et ça va donner combien d'emplois? Soixante-quinze personnes de plus vont travailler. Et, on va obtenir un octroi de 50 millions de dollars, remarquez bien, pour créer 75 situations. Croyez-vous que ce soit raisonnable?

Je suis en faveur des technocrates, des économistes et des chercheurs, mais il ne faut pas que ça dans les ministères. Au fait, il faut des jeunes qui savent ce que c'est qu'une industrie. On nous a annoncé l'établissement d'une nouvelle industrie à Bécancour. On nous a annoncé qu'il en coûtera de 300 à 700 millions de dollars. Et puis, là, on vient de nous dire qu'on ne pense pas que ça soit réalisable. Or, de telles choses créent une situation pénible. Le ministre du Travail (M. Nicholson), qui est ici aujourd'hui, et ça me fait plaisir de le voir, de le saluer et de le féliciter de tous les efforts qu'il fait, va se